Christophe TESTARD

Courriel: christophe.testard@univ-lyon3.fr Né le 3 septembre 1987, à Arles (13)

Professeur des universités

Université Jean Moulin – Lyon 3 Equipe de droit public de Lyon (UR 666)



TRAVAUX DE RECHERCHE

• Ouvrages

- 1) Pouvoir de décision unilatérale de l'administration et démocratie administrative, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit public », vol. 304, nov. 2018 (« Ma thèse en 3000 signes », *Dr. adm.*, 2017, n° 3, p. 12; Chronique des Thèses, *RFDA*, 2017, n° 6, p. 1219, chron. F. Rolin)
- 2) Le contrôle parlementaire du pouvoir de nomination du Président de la République, Mémoire M2 rech., Lyon 3, Publications de l'Université Lyon 3, n° 15, 2011, 135 p.

• Direction d'ouvrage

- 3) Le droit de l'enseignement supérieur au prisme des contentieux, en co-dir. avec A. Jacquemet-Gauché et F. Melleray, Dalloz, 2026, à paraître
- 4) Aux confins du droit administratif, en co-dir. avec Ch. Roux, IFJD, déc. 2023
- 5) Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise, en co-dir. avec C. Chamard-Heim, C. Meurant, E. Untermaier-Kerléo, LexisNexis, 2021

• Fascicules et codes

- **6) « Information et participation des citoyens »**, commentaire du Titre II du Livre 1^{er} du *Code de l'environnement*, LexisNexis, 2025
- 7) « Les sanctions administratives », ICl. adm., fasc. n° 108-40, 1er oct. 2019

• Articles

- 8) « L'administré persuadé », in E. Barbin (dir.), Le nudge dans l'action administrative, Mare & Martin, 2026, à paraître
- 9) « Faut-il supprimer des juridictions administratives spécialisées? » in T. Goujon-Bethan, C. Meurant, B. Ricou (dir.), Les juridictions spécialisées. Bilan et perspectives, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2026, à paraître
- 10) « Que nous révèlent les usages de la Charte sur la démocratie environnementale ? », in Ph. Billet, Ph. Blacher, R. Dufal (dir.), La Charte de l'environnement, nouvel âge, nouveaux horizons ?, RFDC 2026, à paraître
- 11) « Un droit de et sous regard : traditions et évolutions du droit public », conclusions in ADPL, Regard et droit public, Mare&Martin, 2025, à paraître
- 12) « Les conventions citoyennes locales, renouveau des formes du consentement des gouvernés ? », in T. Desmoulins, S. Mouton, N. Sild (dir.), La fabrique du consentement des gouvernés, Presses de l'Université de Toulouse Capitole, 2025, à paraître

- **13) «** L'octroi de véhicules de fonction : la sobriété au prisme contentieux », étude co-écrite avec J. Creveaux, *AJFP* 2026, *à paraître*
- 14) « Consommation d'alcool des agents publics : entre discipline et soin, quel cadre d'intervention pour l'employeur ? », étude co-écrite avec J. Creveaux, AJFP 2025, n° 11, p. 569
- **15) « Claude Danthony, la lutte par et pour le droit »**, *in* C. Fillon, E. Untermaier-Kerléo (dir.), Les grandes figures lyonnaises du droit, LexisNexis, 2025, p. 453
- 16) « Les rouages (trop) bien huilés de la régularisation des autorisations environnementales ou l'appauvrissement du débat environnemental », EEI 2025, n° 3, étude 6
- 17) « Le contentieux de la fonction publique, révélateur de la nature du droit souple », AJFP 2025, n° 2, p. 71
- **18) « Le droit fiscal, droit politique »**, *in* E. Fraysse (dir.), *Droit public et politique*, IFJD, 2025, p. 95
- **19)** « **L'association, porte-parole local** », *in* C. Meurant, Ch. Roux (dir.), *Association et droit public*, IFJD, 2024, p. 217
- 20) « La participation du public en matière environnementale, un modèle aux allures de cage dorée », in J.-P. Boivin, Ch. Huglo (dir.), Florilèges du droit de l'environnement, La mémoire du droit, 2024, p. 385
- 21) « La distinction des emplois administratifs et politiques : analyse théorique et pratique d'une ambivalence », étude co-écrite avec J. Creveaux, AJFP 2024, n° 10, p. 493
- **22)** « La loyauté de l'enquête administrative : les détours d'une évidence », *in* AFDA-AFDP (dir.), « L'enquête », Revue du CMH, 2024, n° 27
- 23) « L'enquête publique au service de la participation et de l'information du public », in V. Boucher, S. Seu (dir.), L'enquête en droit public, Mare et Martin, 2024, p. 67
- 24) « Les procédures de participation du public. Une décision administrative suscitant l'intérêt ? », RDP 2024, n° 2, p. 150
- **25) « Propos introductifs »**, co-écrit avec Ch. Roux, *in* Ch. Roux, Ch. Testard (dir.), *Aux confins du droit administratif*, IFJD, déc. 2023
- 26) « Existe-t-il une jurisprudence administrative clermontoise en matière d'ordre public », propos conclusifs, dossier « La jurisprudence administrative clermontoise en matière d'ordre public », Revue du CMH, 2023, n° 26, en ligne
- 27) « L'aliénation des biens du domaine privé », JCPA 2023, n° 24, étude n° 2202
- 28) « Vers un droit commun de la convention citoyenne locale ? », AJDA 2023, dossier « Les conventions citoyennes locales », p. 716
- 29) « La participation du public : vertus et limites », in Fr. Cafarelli (dir.), La résilience des territoires exposés aux risques naturels, Mare & Martin, 2023
- **30)** « La démocratie locale dans le domaine du nucléaire », in N. Pauthe (dir.), Le droit public interne face aux spécificités du nucléaire civil, Éd. Centre Michel de l'Hospital, 2022, p. 113
- **31)** « La publicité du procès administratif ou la tentation d'une banalisation », in M. Nicolas-Gréciano et E. Raschel (dir.), La publicité de la justice. Regards en droit interne, européen et international, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, p. 41
- **32)** « L'imprescriptibilité », in AFDA, Le temps en droit administratif, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2022, p. 235

- **33)** « À la recherche du citoyen métropolitain », in Ch. Chabrot (dir.), Métropole de Lyon, An I: des élections directes, et après?, L'Harmattan, coll. « Grale », 2022, p. 155
- 34) « Claude Danthony, un justiciable initié », AJDA 2021, n° 35, tribune, p. 2001
- 35) « À la recherche de l'utilité du référé mesures-utiles », Dossier « La loi du 30 juin 2000. Bilan critique d'une réforme exemplaire », RFDA 2021, n° 4, p. 665
- **36)** « L'éthique et le droit des marchés publics au défi du droit souple », Revue éthique publique, juin 2021
- 37) « L'administration numérique : une responsabilité administrative confortée », AJDA 2021, n° 22, p. 1267
- 38) « Les lignes directrices de gestion : une souplesse éprouvée par le droit de la fonction publique », AJDA 2021, n° 18, p. 1020
- 39) « L'unité de l'individu face au pouvoir : plaidoyer en faveur de la citoyenneté administrative », La Revue du CMH, mars 2021, n° 22
- 40) « L'indisponible souplesse des compétences », AJDA, 2020, n° 38, tribune, p. 2177
- **41)** « Service public et lutte contre la Covid-19 : physique d'une confrontation », AJDA, sept. 2020, n° 30, p. 1710
- **42) « Pour une** *sanctuarisation* contentieuse de la participation du public », *Dr. Adm.*, Juil. 2020, n° 7, p. 21
- **43) « Secret du délibéré et opinions séparées : un divorce annoncé »,** in M. Nicolas-Gréciano, Secret du délibéré et opinions dissidentes, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, juin 2020, p. 79 et s.
- **44)** « Le code des relations entre le public et l'administration et la cohérence des actes administratifs unilatéraux », in Fr. Brenet, A.-L. Girard (dir.), Cohérence et actes administratifs, Éd. de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2020, p. 5 et s.
- 45) « Peut-on se passer de l'intérêt du service ? », RDP, 2020, n° 1, p. 103 et s.
- 46) « Le double jeu de l'administré comme acteur de l'environnementalisation du droit », in Ch. Roux (dir.), L'environnementalisation du droit. Études en l'honneur de Sylvie Caudal, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, p. 139
- 47) « Le référendum est un procédé de démocratie directe », « Le droit administratif est un droit jurisprudentiel, car il n'existe aucun code régissant la matière », « Le juge administratif tranche plus souvent en faveur de l'Administration que le juge judiciaire », « La parafiscalité ne relève pas, comme son nom l'indique, du droit fiscal », in A.-L. Chaumette, R. Maurel (dir.), Les contre-annales de droit public 66 erreurs que vous ne commettrez plus jamais, Enrick B. Éditions, 2020
- **48)** « La participation du public, vraie fausse solution aux arrêtés anti-pesticides », *AJDA*, 2019, tribune, p. 1961
- **49)** « Le droit souple, une "petite" source canalisée », *AJDA*, Dossier « Les petites sources du droit administratif », 2019, n° 16, p. 934
- 50) « Des "bases administratives" du débat public », AJDA, 2019, n° 4, tribune, p. 201
- 51) « Le recours à la perte de chance devant les juridictions administratives », Colloque « La perte de chance devant les juridictions administratives », Compagnie interregionale des experts de justice près la CAA de Lyon, Lyon, 19 nov. 2018, en ligne

- 52) « Les procédés d'association du public aux décisions prises par l'administration locale », Colloque « Les collectivités territoriales et le code des relations entre le public et l'administration », Université Toulouse 1 Capitole, 14 décembre 2017, JCP A, 2018, n° 42
- 53) « L'anticipation, principe ou défi de l'action administrative ? », RFDA, 2017, n° 2, p. 303
- **54)** « **Nomination** », *in* N. KADA et M. MATHIEU (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, PUG, coll. « Droit et action publique », oct. 2014

• Notes et chroniques de jurisprudence

- 55) « Les feux follets de la théorie de l'acte administratif inexistant », note ss CE, 24 juin 2025, n° 500605, Ministre de l'intérieur c/ SDIS du Gard, JCPA 2025, à paraître
- 56) « La confusion entre recette et bénéfice, au détriment du contribuable local », brève ss CAA Marseille, 4 juillet 2025, n° 25MA00291, Commune de Beaulieu-sur-Mer, JCPA 2025, chron. Domaine-Patrimoine, à paraître
- 57) « Effet interruptif des recours administratifs facultatifs : le cachet de la poste fait désormais foi », note ss CE, 30 juin 2025, n° 494573, Dalloz actualité, 24 sept. 2025
- 58) « Publications des élus locaux sur les réseaux sociaux : couvrez ce service public que je ne saurais voir », note ss CE avis, 26 mars 2025, n° 499924, JCPA 2025, n° 30-34, comm. 2221
- 59) « La transmutation des permis de construire en autorisations environnementales, manche à air de la recevabilité des recours », note ss CAA Lyon, 6 juin 2024, n° 21LY03834, Cne de Courçais et a., Rev. jurisp. ALYODA, n° 2024-3
- 60) « Le coût et l'intérêt de la communication, nouveaux critères de restriction de l'accès aux documents administratifs », note ss CE, 28 juin 2024, n° 490743, Fédération chrétienne des témoins de Jehovah de France, JCPA 2024, n° 47, p. 26
- **61) « Abrogation d'une vente parfaite : le coût de la sécurité »**, brève ss CAA Paris, 29 juil. 2024, n° 22PA01051, *Cne de Faa'a*, *JCPA* 2024, n° 45, chron. Domaine-Patrimoine, n° 2302
- **62)** « La confusion des agendas, excuse à leur non-communication », note ss CE, 31 mai 2024, n° 474473, Association ensemble pour la planète, JCPA 2024, n° 29, comm. n° 2212
- 63) « La distinction des fonctions administratives et politiques à l'aune du droit d'accès aux documents administratifs », note ss CE, 3 juin 2022, n° 452218, Commune d'Arvillard, ICPA 2022, n° 36, comm. n° 2248
- **64)** « Le juge administratif et la décision illégale de l'inspection du travail : retour vers le passé », note ss CE, 7 octobre 2021, n° 430899, co-écrit avec G. François, *AJDA* 2022, n° 9, p. 539
- **65)** « La légalité procédurale d'une DUP écartée de l'abrogation juridictionnelle ? », note ss CE, 30 déc. 2021, Ville de Genève et Ville de Carouge et a., n° 438686, *Dr. Env.*, fév. 2022, n° 308, p. 55
- **66) « Couvrez cette décentralisation que je ne saurais voir... »**, note ss CAA Lyon, 30 sept. 2021, Département du Puy-de-Dôme, n° 19LY02979, *Rev. Jurisp. ALYODA*, fév. 2022, n° 1
- 67) « Faire progresser les garanties du contribuable », note ss CAA Lyon 5 avr. 1993, Soc. Lorenzy Palanca et 5 juil. 1994, SARL O'Palermo; « Le juge administratif, arbitre des grands projets locaux », note ss CAA Lyon, 12 juil. 2013, Asso. Carton rouge et a.; « À la recherche des fondements juridiques de la démocratie locale » note ss TA Grenoble, 24

- mai 2018, Préfet de l'Isère, in C. Chamard-Heim, C. Meurant, Ch. Testard, E. Untermaier-Kerléo (dir), Grandes décisions commentées de la jurisprudence administrative lyonnaise, LexisNexis, 2021
- **68)** « Le droit de l'environnement, corridor de la légalité administrative ? », note ss CE, 19 nov. 2020, *Commune de Val de Reuil et a.*, n° 417362, *Dr. Env.*, n° 296, janv. 2021, p. 34
- **69)** « Affectation du produit d'une taxe : vingt fois sur le métier... », note ss CAA Lyon, 2 juil. 2020, Cnauté d'agglomération du Grand Chalon, n° 19LY02624, Rev. jurisp. ALYODA, janv. 2021, n° 1
- 70) « L'extension de la jurisprudence *Czabaj* à certaines décisions d'espèce : d'une ambiguïté l'autre », note ss CE, 25 sept. 2020, *SCI La Chaumière*, n° 430945, *Dr. voirie*, nov-déc. 2020, n° 217, p. 222
- 71) « Motivation par renvoi...mais motivation tout de même! », note ss CAA Lyon, 3 avril 2020, Min. de l'action et des comptes publics, n° 18LY02503, Rev. jurisp. ALYODA, oct. 2020, n° 3
- 72) « L'assujettissement des associations à la TASCOM : de l'oasis au mirage fiscal », note ss TA Lyon, 19 nov. 2019, Association Oasis d'Amour, n° 1808848, Rev. jurisp. ALYODA, mai 2020, n° 2
- 73) « L'obligation d'agir devant le juge des référés, ardente mais pas urgente », note ss CE, 27 nov. 2019, Association Droits d'urgence et a., n° 433520, JCP G, 2020, n° 7-8, p. 347 et s.
- 74) « Les premiers pas prometteurs d'un droit commun de l'association du public », note ss CE Ass., 19 juil. 2017, Association citoyenne « Pour OCCITANIE Pays Catalan » et autres, n° 403928 et 403948, JCP G, 2017, n° 37, comm. n° 942
- 75) « Pour une meilleure définition des effets contentieux d'une réserve d'interprétation devant le juge administratif », note ss CC, 10 fév. 2017, Epoux G., n° 2016-610 QPC, AJDA, 2017, n° 20, p. 1177
- **76)** « Un doctorant n'est pas toujours un étudiant comme les autres », note sous CAA Lyon, 30 mars 2017, *Monsieur C.*, n° 16LY00405, *LPA*, n° 111-112, 6 juin 2017, p. 13
- 77) « La spécialité de la procédure de sanction fiscale au regard de la charte du contribuable vérifié », Rev. jurisp. ALYODA, 2017, n° 2, p. 4
- 78) « Entre prévisibilité et motivation des décisions QPC : un équilibre encore à trouver », note ss CC, 14 avr. 2016, M. Jean-Marc P., n° 2016-533 QPC, Constitutions, 2016, n° 2, p. 292
- 79) « L'annulation des élections municipales de Vénissieux, illustration parfaite de l'office du juge électoral », note ss CE, 4 fév. 2015, Elections municipales de Vénissieux et TA de Lyon, 7 oct. 2014, M. Girard et autres, JCP A, 2015, n° 8, p. 32
- 80) « La construction du "Grand Stade" de Lyon : fin de la première mi-temps », note ss CE, 21 mai 2014, Asso. Carton rouge et a., JCP A, 2014, n° 40, p. 50
- 81) « Le juge administratif au secours utile de la concertation », note ss CAA Lyon, 13 nov. 2014, SAS Distribution France Casino et Immobilière Groupe Casino, Rev. jurisp.ALYODA, 2014, n° 3, p. 4
- **82)** « Le recours *Tropic* en **2013** : ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre », note ss CAA Lyon, 14 fév. 2013, *Soc. ACS Production, Rev. jurisp. ALYODA* 2013, n° 2, p. 1
- 83) « Transfert d'une activité orchestrale à une structure de droit privé : le chant de l'autonomie », note ss CAA Lyon, 27 sept. 2012, Min. du Travail, de l'Emploi et de la Santé, Rev. jurisp. ALYODA 2013, n° 1, p. 1
- 84) « Sécurité juridique et changement des règles de procédure : les doutes levés par la jurisprudence *Danthony* », note ss CAA Lyon, 24 avr. 2012, *Cne de Roybon*, *Rev.jurisp.ALYODA* 2012, n° 3, p. 12

- **85)** « La responsabilité du fait des lois : un principe d'application limitée », note ss CE 1^{er} fév. 2012, M.B. et EARL de l'Etang de Galetas, Rev. jurisp. ALYODA 2012, n° 2
- 86) « La concurrence des recours ouverts aux tiers au contrat : la position dominante du recours "Tropic" », note ss CAA Lyon, 12 janv. 2012, Soc. Portelinha, Rev.jurisp.ALYODA 2012, n° 2, p. 8
- 87) « Les "droits et libertés que la Constitution garantit": de l'usage d'une notion délicate », note ss CAA Lyon, 14 sept. 2010, M.Mme L.D., Rev.jurisp.ALYODA 2012, n° 1, p. 12

• Communications, entretiens et articles de presse

- 88) « L'association du public à la prise de décision en matière de sobriété », Colloque Le droit en toutes sobriétés, Université Jean Moulin Lyon 3, 28 novembre 2025
- 89) « Interruption et suspension de la prescription : quels événements interruptifs ou suspensifs ? Quel régime juridique ? », Colloque La Cour de cassation face au nouveau droit de la prescription, Cour de cassation, 25 septembre 2025
- **90) « Mobilités subies »**, discutant du colloque *Mobilités et changement climatique*, Université Clermont Auvergne, 19 et 20 juin 2025
- 91) « La CNDP: une institution à protéger », entretien, D. 2025, n° 10, p. 480
- **92)** « La métropole des habitants. Les nouvelles formes du débat public », animation tableronde Colloque *La Métropole de Lyon : 10 ans déjà. Bilan et perspectives*, Université Lyon 2, 23 et 24 janvier 2025
- 93) « L'administration devient-elle citoyenne ? », avec N. Kada, Chez Michoud. Cycle de discussions grenobloises sur les transformations du droit administratif, Université Grenoble Alpes, 12 avril 2024
- **94) « Faire vivre la démocratie lyonnaise »**, Conférence grand public Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, 6 mars 2024
- 95) « Corruption: "l'omerta reste de mise dans bon nombre de territoires" », Le courrier des maires, nov. 2023, p. 40 et s.
- **96) « Du droit de la participation à l'épreuve des bassines »**, Mairie de Clermont-Ferrand, « Le mois de la participation », Librairie des volcans, 23 mai 2023
- 97) « Les sources formelles de la science du droit », Rencontres doctorales Clermont-Lyon, « Les sources de la science du droit », 10 juin 2022
- 98) « La fiscalité des proxénètes et des prostitués », Colloque « *Prostitution et indisponibilité du corps humain* », dir. Master 2 droit civil, Université Clermont Auvergne, 15 avril 2022
- 99) « L'association des Mahorais à l'existence et à la gestion des risques telluriques », colloque *Droit et volcanisme*, Université Clermont Auvergne, avril 2021
- 100) « Les particularismes du juge administratif dans la pratique juridictionnelle française », Table ronde « La place de la justice administrative dans le système judiciaire Comparaison France/Russie », Comitas Gentium, Université d'État de Moscou, 18 décembre 2019
- 101) « Démocratie environnementale et risques liés à une éruption volcanique », Workshop « *Prévention des risques et réaction face aux catastrophes volcaniques* », Université Clermont Auvergne, 9 avril 2019
- 102) « L'autorisation de diffuser une œuvre cinématographique en France », Colloque « Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sur les écrans », Université Clermont Auvergne, 25-26 oct. 2018

- 103) « La démocratie locale directe à l'épreuve de la loi », Communication au 10ème Congrès français de droit constitutionnel, Lille, 23 juin 2017
- 104) « Réforme et effectivité du principe de participation en matière environnementale », Colloque « Action citoyenne : aspects fondamentaux et réalités pratiques », organisé à Lyon par le Laboratoire Droits, Contrats, Territoires de l'Université Lyon 2 et l'Institut de Droit de l'Environnement de l'Université Lyon 3, 28 nov. 2013

PARCOURS UNIVERSITAIRE

- Sept. 2024 : Professeur des universités, agrégé de droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, Équipe de droit public de Lyon (EA 666)
- 2018-2024 : Professeur des universités, agrégé de droit public, Université Clermont Auvergne, Centre Michel de l'Hospital (UR 4232)
- **2017-2018** : **Maître de conférences en droit public**, Université Toulouse 1 Capitole, Institut du Droit de l'Espace, des Territoires, de la Culture et de la Communication (EA785)

2010-2016 : Doctorat en droit public

- ✓ Titre de la thèse : Pouvoir de décision unilatérale de l'administration et démocratie administrative
- ✓ Thèse soutenue le 29 novembre 2016 à l'Université Jean Moulin Lyon 3, sous la direction du Professeur Sylvie CAUDAL devant un jury présidé par le Professeur Benoît PLESSIX (Paris II) et composé des Professeurs Sylvie CAUDAL (Lyon 3), Caroline CHAMARD-HEIM (Lyon 3), Bénédicte DELAUNAY (Tours rapporteur) et Sébastien SAUNIER (Toulouse 1 rapporteur)
- ✓ Autorisation de publication en l'état
- ✓ Prix de thèse 2016 de l'Université Jean Moulin Lyon 3

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

- Membre de la commission nationale de l'examen d'accès au CRFPA (2023-25)
- Président de la Commission de déontologie du CHU de Clermont-Ferrand (depuis juin 2024)

• Expertise

- Garant de la participation à la Convention citoyenne de Clermont-Ferrand (2021-22)
- Membre du comité de rédaction de la Revue française de droit administratif, responsable rubrique Services publics

• Cours magistraux

2025-26

- **Droit des administrés**, M2 droit public fondamental (15h)
- Méthodologie de la recherche, M2 droit public fondamental (10h)
- Contentieux administratif des contrats publics, M2 contrats publics (15h)
- **Droit du contentieux administratif**, M1 droit public (30h avec TD)
- Droit de la fonction publique, M1 droit public (20h)
- **Droit administratif général**, L2 droit (72h avec TD)
- Institutions administratives, L1 droit (24h)

2024-25

- **Droit fiscal**, L3 droit privé (24h avec TD)
- **Droits et libertés fondamentaux**, L3 droit privé (24h avec TD)

• Préparation concours

Depuis 2024

- **Droit administratif,** Prépa Talents, Ecole Nationale Supérieure de la Police Nationale (28h)